



## Section locale **FO-DGFIP 62**

DDFiP du Pas-de-Calais  
5 rue du Docteur Brassart – 62000 ARRAS

☎ 06 04 40 51 41

✉ fo.ddfip62@dgfip.finances.gouv.fr

🌐 site web : [www.fo-dgfip-sd.fr/062/](http://www.fo-dgfip-sd.fr/062/)

« Oser ensemble pour ne pas se résigner seul. » Léon Jouhaux

### **Liminaire du CSAL 19/01/2024**

Monsieur le Président,

En ce début d'année, la section locale FO-DGFIP 62 vous présente, ainsi qu'à l'ensemble de vos équipes, ses meilleurs vœux pour l'année 2024.

Nous vous remercions pour les vôtres dans lesquels vous formulez le souhait d'une année placée sous le signe de la stabilisation : *stabilisation des équipes, des organisations, et des méthodes de travail*

Espérons que cela ne soit pas qu'un vœu pieux, ou peut-être est-ce juste une heureuse résolution, mais force est de constater que la stabilisation ne semble pas être le mot le plus adéquat pour évoquer notre administration ces derniers jours.

Le terme instabilité aurait été plus à propos : à l'image de la dégradation de nos institutions, de la crise profonde que traverse notre démocratie, et surtout de l'inquiétante fragilité de notre socle républicain qui se fissure un peu plus chaque jour.

Nous avons appris vendredi dernier, quelque peu médusés, que le Directeur Général abandonnait le radeau qu'il a lui-même volontairement fait sombrer au cours des dernières années, laissant derrière lui les 92 000 rescapés d'un naufrage annoncé. Appelé à d'autres responsabilités au côté du Ministre des Finances en qualité de directeur de cabinet, notre ex-DG, le sentiment du devoir accompli, n'a pas pu résister au chant des sirènes qui lui promettait, après avoir pratiqué la politique de la terre brûlée pendant presque 5 ans, un avenir plus serein que celui de la DGFIP.

Le Ministre des Finances doit trouver pas moins de 12 milliards d'euros d'économies par an entre 2025 et 2027 répartis entre l'Etat et la Sécurité sociale pour redresser les finances publiques du pays. Notre administration n'a pas fini de payer l'addition des suppressions d'emplois de 2024 que le spectre des économies budgétaires à réaliser l'année prochaine plane déjà sur elle. **F.O.-DGFIP** ne peut que constater que la DGFIP paye depuis de trop nombreuses années au prix fort la politique insensée et irraisonnée de suppressions d'emplois dans la fonction publique (26 000 emplois supprimés en douze ans).

Certes, il y en a eu moins que prévu mais ne nous habituons pas. On nous a même laissé entendre que des emplois non supprimés, c'était des emplois créés. Bien tenté, mais ça ne prend pas. Moins, c'est toujours trop ! Et qu'en sera-t-il en 2025? 2026? Jusqu'où cela ira-t-il?

Les nombreuses transformations entreprises depuis 2019 ont considérablement modifié le visage de notre réseau, réduisant à peau de chagrin les services sur le territoire, remplaçant les structures estampillées DGFIP par l'implantation de Maisons France Service, supprimant encore et toujours les emplois indispensables au bon fonctionnement des unités. Tout cela sans cohérence géographique, sans prendre en compte réellement les aspects métiers et les répercussions catastrophiques dans les services, et surtout sans concertation sociale.

Les conséquences des plans sociaux successifs à la DGFIP restent identiques :

- Les catégories B et C continuent de supporter la très large majorité des suppressions ;
- La politique de relocalisation est bien éloignée des vertueuses intentions affichées et de l'intérêt des services locaux. Au-delà des effets de manche, les "relocalisations" ne sont que des emplois déplacés ;
- Les services sont exsangues ; les personnels sont fatigués par l'accumulation et l'enchaînement effréné des réformes mortifères à la DGFIP ;
- L'engagement et la conscience professionnelle s'émeussent et ne suffisent plus à compenser le manque d'effectifs dans les services ;
- Les agents souffrent dans leur travail et les conditions de travail continuent de se dégrader.

Dans les faits, on observe des vacances d'emploi sur l'ensemble du territoire, les services sont en sous-effectif permanent, les missions sont fragilisées quand elles ne sont pas purement et simplement remises en cause... Il faut redonner à notre administration les moyens législatifs, budgétaires et humains nécessaires à son fonctionnement et à la réalisation de tous les projets évoqués : lutte contre la fraude, sécurité des agents, développement du big data et de l'intelligence artificielle, de la formation...

**Il est urgent de donner un nouveau cap qui soit en cohérence avec les réalités du terrain et surtout de donner du sens à l'action.**

**Pour F.O.-DGFIP, renforcer la DGFIP, administration permettant le financement de l'ensemble des services publics, c'est renforcer la République !**

**Nos concitoyens en ont assez d'être pris trop souvent pour les dindons de la farce et sont les premiers à subir de plein fouet la déliquescence du service public, faute de moyens.**

**F.O.-DGFIP ne se départira jamais des valeurs républicaines auxquelles il est attaché et réaffirmera sans cesse son attachement viscéral au service public auquel chacun a droit.**

### **Les élus FO-DGFIP 62 :**

**Titulaires** : Justine KORKUT, Christine LEFRANC-COLLIER, Michaël MILLOT, Coralie VINCENT

**Suppléants** : Sandrine BONET, Valérie CADET, Gautier LEDOUX, Florent VERMELLE

**À tous les niveaux, FO continuera de se battre avec vous au quotidien pour l'amélioration des conditions de travail !**